

30 millions USD requis pour moderniser l'Office des télécommunications au Burundi

PANA, 06 septembre 2017 Bujumbura, Burundi - L'Office national des télécommunications (Onatel, public) compte investir 30 millions de dollars américains dans un projet d'extension et de modernisation de ses réseaux mobile (Onamob) et fixe (Onatel) grâce un contrat auprès d'une société chinoise «Huawei International Limited» remboursable sur une période de 10 ans, a-t-on appris, mercredi, de source officielle à Bujumbura. L'Etat a accepté de se porter garant du crédit, lit-on dans un communiqué en ligne, sur le portail du gouvernement burundais.

Le réseau mobile de l'opérateur historique, en matière des télécommunications, a été construit en 2004 et sa première extension est intervenue en 2009-2010, rappelle la même source. Depuis lors, «au moment où de nouveaux concurrents apparaissent sur le marché avec des équipements modernes et performants, aucun investissement n'a eu lieu pour l'Onamob et cela a conduit au retard de positionnement dans la technologie par rapport aux nouveaux venus», motive le texte du communiqué. «Cela a fait que l'Onamob ne soit plus capable de satisfaire les exigences des abonnés quant à la quantité et la qualité des services offerts aux abonnés», souligne le communiqué. Le gouvernement burundais est d'avis que le projet d'extension et de modernisation du réseau Onamob «constitue donc un investissement de survie». Comme le crédit demande la garantie de l'Etat, il est prévu une convention sur les mécanismes de gestion et de remboursement de ce crédit entre le ministère en charge des Finances et l'Onatel, conclut le communiqué. L'autre option sur la table du gouvernement burundais depuis 2009 est le redressement de l'entreprise par sa privatisation se heurte néanmoins à une forte résistance du personnel syndiqué. La banque «Renaissance Capital» de Russie, «BNP Paribas», de France, «Emirati Millennium Finance Corporation» et la banque londonienne «Linkstone Capital» ont été citées un moment dans le processus de privatisation, avant que le dossier ne retourne dormir dans les tiroirs de l'Onatel.

À

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});